



Independent observer
of the Global Fund

PEU DE RÉACTIONS À L'OBJECTIF DE RECONSTITUTION DES RESSOURCES ANNONCÉ PAR LE FONDS MONDIAL

Les réactions à l'objectif de la 5ème reconstitution des ressources du Fonds mondial ont été rares jusqu'à présent, en dépit du fait que cet objectif est de 2 milliards de dollars inférieur au précédent et malgré la volonté au niveau mondial d'éliminer l'épidémie d'ici 2030 dans le cadre des [ODD](#).

Alors que la plupart des médias ont couvert la campagne de reconstitution des ressources du Fonds mondial de manière positive, les réactions au chiffre annoncé ont été peu nombreuses.

Un des rares organismes à s'être exprimée est la Fondation AIDS Healthcare (AHF), la plus large organisation mondiale de lutte contre le SIDA. AHF a fermement [dénoncé](#) la cible de financement du Fonds mondial. Terri Ford, responsable du plaidoyer et des politiques au niveau mondial a affirmé que le fait de « fixer une cible basse véhiculait le mauvais message aux donateurs ». AHF a également exprimé sa préoccupation concernant le fossé entre cet objectif et la Stratégie 2012-2016 du Fonds mondial, « Investir pour plus d'impact ». « Cet esprit de défaitisme n'a pas sa place en ce moment », affirme Loretta Wrong, la directrice générale du plaidoyer et des politiques au niveau mondial.

L'OFM a sollicité les réactions de plusieurs circonscriptions du Conseil d'administration afin de compléter ce point de vue.

Un représentant de la délégation des ONG des pays en développement déclare qu'il soutient la position d'AHF. Il affirme que la délégation considère l'objectif comme beaucoup trop timide, même s'il reflète l'environnement opérationnel financier pour les trois prochaines années. « Cependant, ajoute-t-il, cela équivaut à dire aux hommes, les femmes et les enfants touchés par ces trois maladies qu'ils doivent réduire leurs attentes ».

La circonscription des ONG des pays en développement s'est beaucoup fait entendre pour promouvoir des stratégies alternatives afin d'élargir les ressources, en sollicitant par exemple des donations des pays du G20. La délégation estime qu'un plaidoyer de haut niveau est nécessaire de manière continue pour rendre cela possible et que d'autres circonscriptions devraient s'impliquer. « Nous devons bien plus aux gens que nous sommes censés servir », dit le représentant. « Nous leur devons d'être ambitieux. Nous leur devons de penser à des stratégies nouvelles et innovantes ».

Autres réactions

Si l'ONUSIDA n'a pas fait de commentaire sur la somme en elle-même, son directeur exécutif, Michel Sidibé a [fortement soutenu](#) l'appel du Fonds mondial envers les gouvernements, le secteur privé et d'autres organisations pour contribuer à l'objectif de 13 milliards. « Nous devons investir des ressources supplémentaires aujourd'hui pour mettre un terme à ces épidémies, sans quoi ce trio infernal coûtera des millions de vies supplémentaires et nous coûtera plus cher à long terme ».

Dans la région Amérique Latine et Caraïbes, Jaevion Nelson, le directeur des projets et de la stratégie de J-FLAG, une organisation de défense des droits des gays et lesbiennes et membre du réseau Global Fund Advocates Network (GFAN) affirme sa préoccupation quant à l'implication limitée de la société civile dans les efforts de reconstitution des ressources. Lorsqu'il y a une implication, « il s'agit toujours des mêmes. Il n'y a pas de stratégie bien pensée pour inclure les individus de pays en dehors de l'Afrique subsaharienne ».

Jaevion Nelson observe aussi que les efforts de reconstitution des ressources sont élaborées et menées depuis les pays du Nord et que les gouvernements bénéficiaires de l'aide ne sont pas impliqués « alors que ce sont eux les défenseurs, les porte-paroles et les utilisateurs des soins en question ».

L'organisation Women4Global Fund (W4GF) a publié un communiqué qui appelle les donateurs à « [financer complètement le Fonds](#) » et affirme qu'il est temps de « faire coïncider les efforts en faveur de la santé des femmes, des enfants et des adolescents avec les efforts en faveur de la couverture santé universelle ».

Parmi les bailleurs de fonds, le Royaume-Uni est un soutien indéfectible du Fonds mondial depuis sa création. Le Royaume-Uni a contribué à hauteur de plus d'un milliard de livres (soit 1,4 milliards de dollars) sur la période 2014-2016, ce qui en fait le troisième plus large bailleur de fonds. Le prochain cycle de reconstitution des ressources survient à un moment où le pays est en train de revoir ses contributions les plus importantes à travers le Multilateral Aid Review (Examen de l'aide multilatérale). Dans ce contexte, l'Assemblée Nationale a [débattu](#) le 12 janvier dernier de l'importance de l'aide britannique sur le plan international ainsi que de l'importance d'investir dans le Fonds mondial.

Le Sous-secrétaire d'Etat britannique chargé du développement international, Nick Hurd, a assuré à assuré qu'une reconstitution des ressources réussie était aussi importante pour lui personnellement que pour le gouvernement.

Le débat a souligné la nécessité d'un investissement continu dans le Fonds mondial mais également la nécessité de mettre l'accent sur son efficacité. Le débat a également tourné autour de la question des pays à revenu intermédiaire qui est au cœur du calendrier britannique pour le développement. Un

membre a affirmé que « si des organismes internationaux comme le Fonds mondial se concentrent sur les pays à faible revenu, il y a un déséquilibre dans les ressources et les priorités ne sont pas adaptées ».

Plus de réactions à venir ?

Plus de réactions sont attendues en février, après la réunion les 26-28 janvier prochain sur la 5^{ème} reconstitution des ressources organisée par GFAN à Amsterdam. La réunion inclura des participants des délégations des communautés et des ONG du Conseil d'administration. La réunion servira de forum pour planifier et discuter de la stratégie et des activités pour la reconstitution. Les objectifs clés de cette réunion incluent l'identification de cibles et d'audience pour les efforts de plaidoyer, et déterminer quel message doit être formulé, en se fondant sur le dossier d'investissement préparé par le Fonds mondial (voir [l'article](#) de l'OFM).

[Read More](#)
